



L'Édito

L'année 2022 restera une date mémorable dans l'histoire. Elle marque le retour de la guerre en Europe avec l'invasion de l'Ukraine et la confirmation du changement climatique avec des records de température pendant l'été. Ces deux événements nous ont paru si importants que nous avons décidé de vous proposer un numéro spécial avec des points de repères qui permettent de prendre un peu de recul. Rien n'est plus difficile que d'adopter une nouvelle stratégie et pourtant Edgar Pisani avait l'habitude de dire que « *c'était quand une politique avait réussi qu'il fallait oser en changer* ».

Ce n'est pas le chemin qui est proposé actuellement. La PAC a été réformée en 1992 après la chute du Mur de Berlin au moment où l'on espérait une mondialisation heureuse, source d'abondance universelle. Elle permettait d'offrir aux industries agroalimentaires et aux consommateurs européens les produits agricoles au meilleur prix avec des compensations sous forme d'aides directes aux agriculteurs. Malgré une division par deux du nombre d'agriculteurs, ces aides sont toujours indispensables pour assurer un revenu décent. Mais surtout, cette année, l'ouverture sur les marchés mondiaux nous contraint, alors que nous sommes largement autosuffisants en céréales, à payer ces céréales au même tarif que les pays les plus déficitaires dans le monde.

Pour éviter cet inconvénient, il aurait fallu disposer, comme pour l'énergie, de stocks publics suffisants pour casser la spéculation. Mais cette pratique est interdite par l'OMC. Le seul problème est que cette instance internationale ne peut interdire aussi les guerres ! Lors de la dernière réunion interministérielle de juin dernier, la France qui présidait la Commission européenne, s'est opposée au rétablissement de ces stocks. C'est bien dommage car la hausse des prix des produits agricoles contribue à la relance de l'inflation pourtant si risquée pour la survie de l'Euro.

Quant au changement climatique, force est de constater qu'il va plus vite qu'on ne le craignait. Or, nous ne disposons pas de tous les outils nécessaires car ils supposent des changements culturels difficiles à effectuer en quelques années. Ceci étant, le doublement des prix de l'énergie, voire le rationnement, peuvent obliger à faire des reconversions rapides si elles sont accompagnées des décisions politiques adéquates. Les agriculteurs ont souvent montré dans le passé une capacité d'adaptation hors de commun. Le pire n'est jamais certain.